

# La transition des politiques culturelles territoriales

Depuis six décennies, les politiques culturelles se sont construites dans les territoires peu ou prou sur le modèle de celles de l'État (principalement impulsées par Malraux et Lang). Et elles ont globalement produit les mêmes effets. D'un côté, un maillage d'institutions et d'infrastructures culturelles à nul autre pareil, un soutien inconditionnel à la création artistique, une protection indispensable du patrimoine, un développement remarquable des enseignements artistiques et de l'EAC, un encouragement à l'émergence de rendez-vous festifs et festivaliers, un appui salvateur aux industries les plus fragiles (librairie, cinéma indépendant...), etc. C'est traditionnellement ce qu'on a appelé l'« exception culturelle », à laquelle les collectivités territoriales ont très largement contribué – à hauteur des deux tiers des financements – et pour laquelle elles sont

devenues de plus en plus prescriptives.

De l'autre côté, les politiques culturelles des territoires ont généré les mêmes effets pervers que ceux de cet élan centralisateur : un effondrement de l'esprit émancipateur de l'éducation populaire (en raison de la professionnalisation du secteur culturel, par ailleurs en bien des

points structurante), une technicisation de la culture au détriment de ses dimensions politique et libératrice, une sectorisation poussée à l'extrême la privant souvent d'interactions avec d'autres secteurs d'activité... Ces effets pervers ont progressivement eu pour conséquence de dissocier le monde culturel du reste de la population, de moins en moins concerné par ce que les plus critiques appellent l'« entre-soi ».

Bien entendu, ce constat mérite d'être nuancé si l'on regarde d'un peu plus près le cas des départements et des intercommunalités : une étude du LUCAS<sup>1</sup> montre que ces deux niveaux de collectivités pourraient devenir des maillons stratégiques de la coopération culturelle. Les départements font le lien entre régions et intercommunalités, favorisent le développement interterritorial et soutiennent la vie artistique



© Thierry Jeandot

et culturelle des territoires. Ils constituent un niveau stratégique pour mener des actions publiques intersectorielles, notamment entre la culture et le social. En outre, les intercommunalités acquièrent progressivement un rôle majeur dans la culture, disposant d'un budget de plus de 2 milliards d'euros. Cette montée en puissance incite ces dernières à renouveler leurs modes de coopération territoriale par le développement, notamment, de projets culturels de territoire transversaux. L'espace intercommunal est peu à peu considéré comme une plateforme de coopération intersectorielle privilégiée, à la croisée des enjeux culturels, éducatifs, touristiques, environnementaux et sociaux.

S'il est à noter une réelle avancée de la coopération culturelle dans les territoires, les politiques culturelles peinent encore à trouver leur nouveau souffle. Or, très vraisemblablement, les multiples crises de ces dernières années

(écologique, sanitaire, sociale...) sont en train d'accélérer la donne. Le séminaire national de Guingamp, d'où est née cette publication (lire l'encadré), vient confirmer une lourde tendance dont les prémices sont observées depuis le début des années 1990 avec les balbutiements de la territorialisation : les pratiques, les aspirations et les discours de celles et ceux qui conçoivent et produisent les politiques culturelles sont de plus en plus tournés vers l'extérieur pour mieux embrasser les enjeux de société.

La culture est progressivement perçue comme un moteur du développement territorial, touchant différents domaines et favorisant les liens entre les politiques publiques : aménagement, cohésion sociale, développement durable, tourisme, éducation, santé, petite enfance, etc. L'action culturelle se transforme ainsi en un champ transversal au service d'objectifs variés, impliquant de nouveaux acteurs mais aussi de nouveaux budgets. Cette évolution marque

**« Rien d'étonnant à ce que les priorités du moment tournent autour des transitions écologique et sociétale, des droits culturels ou de l'éducation artistique. »**

progressivement le passage d'une logique sectorielle à une logique intersectorielle, encourageant la coopération pour stimuler le développement des territoires. Ainsi, les politiques culturelles ne se limiteraient plus à l'art mais poseraient progressivement l'enjeu de l'inclusion et de la participation des habitants face aux enjeux sociétaux.

Rien donc d'étonnant à ce que les priorités du moment tournent autour des transitions écologique et sociétale, des droits culturels ou de l'éducation artistique, et que les outils et moyens pour y parvenir relèvent d'une coopération à tous les étages, en œuvrant de moins en moins en silo et de plus en plus en transsectorialité. En d'autres termes (moins techniques), le développement des politiques culturelles est dorénavant appelé à s'ouvrir aux autres secteurs d'activité de la société et aux populations qui habitent les territoires (où l'on retrouve le paradigme si essentiel des droits culturels).

Éric Fourreau, éditions de l'Attribut,  
Cédric Hardy, Culture•Co

1. Raphaël Besson (avec l'accompagnement scientifique d'Aurélien Djakouane et Emmanuel Négrier), *De la coopération culturelle à la culture de la coopération*, rapport d'étude, LUCAS, avril 2021.

**L'Attribut et Culture•Co coopèrent pour créer le premier hors-série de NECTART !**

Le séminaire fédéral « Politiques culturelles départementales : quels enjeux pour les six ans à venir ? » qui s'est tenu les 23 et 24 novembre 2022 à Guingamp, en Côtes-d'Armor, a été le point d'ancrage d'un partenariat de longue durée entre Culture•Co (ex-Fédération Arts Vivants et Départements) et les éditions de l'Attribut. Partageant depuis longtemps des valeurs communes, les deux entités ont décidé de concevoir ce rendez-vous en deux temps : d'abord le temps fort de novembre 2022 dans le magnifique écrin de l'Inseac ; ensuite ce hors-série – le premier réalisé par NECTART. Écartant l'idée d'actes de colloques qui n'en finissent plus d'encombrer les étagères, il a été imaginé d'embarquer les autrices et auteurs dans une double mission : une intervention orale à Guingamp et un article pour cette publication. Qu'ils en soient remerciés chaleureusement. Ce premier hors-série de NECTART, en partenariat avec Culture•Co, constitue donc une photographie des tendances des politiques culturelles, instantané mis en perspective par les analyses des pages qui suivent.

L'équation sonnait comme une évidence pour les deux entités : quitte à placer la coopération au cœur de leur démarche, autant la mettre en acte !